



DEPARTEMENT DES
YVELINES

2026 T 073

République Française

MAIRIE DE BREVAL

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

Le Maire Adjoint de BREVAL,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements les Régions et l'état,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière modifiés par les textes subséquents,

Vu la demande présentée par Mme Tatiana TSEBRIL, résidant au 5 bis avenue de la Gare -78980 BREVAL,
Vu la demande d'arrêté de circulation pour le stationnement d'un camion toupie, 5 bis avenue de la gare
Considérant que le stationnement d'un camion toupie avenue de la gare va gêner la circulation,
Considérant qu'il convient donc d'établir une réglementation temporaire de la circulation et du stationnement,

ARRETE :

Article 1 : Le vendredi 21/08/2026 entre 9h00 et 12h00, les dispositions suivantes prendront effet :
-le stationnement d'un camion toupie est autorisé au droit du 5 bis avenue de la gare
-la circulation peut être alternée si nécessaire, manuellement par piquet K 10 ou par feux tricolores

Article 2 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I – 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 3 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 : Le Maire Adjoint de BREVAL, le Commandant de Gendarmerie de BREVAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché au droit du chantier.



A BREVAL, le 07/08/2026

Le Maire Adjoint,
Jean-Pierre SIMENEL

Hélène CHAUFRON